

Service de prévention des risques et environnement
industriels
2 rue Juliette Dodu – CS 41009
Cedex 9
97743 Saint-denis

Saint-denis, le 30/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SBIE

Chemin Badamier, lieu-dit La Saline
parcelles CS 507, 508
97410 Saint-Pierre

Références : SPREI/UM3S/VSS/0007100825/2025-703
Code AIOT : 0007100825

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2025 dans l'établissement SBIE implanté Chemin Badamier, lieu-dit La Saline parcelles CS 507, 508 97410 Saint-Pierre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier daté du 24 juillet 2024, l'exploitant a notifié la cessation définitive des activités sur son site en date du 08/07/2024 et a annexé son calendrier de mise en sécurité du site. En l'absence de réception des justificatifs (mémoires et attestations) requis par la procédure de cessation, l'inspection a procédé à une visite d'inspection sur le site, afin notamment de contrôler la mise en sécurité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SBIE
- Chemin Badamier, lieu-dit La Saline parcelles CS 507, 508 97410 Saint-Pierre
- Code AIOT : 0007100825
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SBIE ENROBES exploite une centrale d'enrobé à chaud sise chemin Badamier, au lieu-dit "La Saline", sur les parcelles cadastrées CS 507 et 508, sur la commune de Saint-Pierre, autorisée par l'arrêté préfectoral n° 03-2369/SG/DRCTCV daté du 08 octobre 2003. Compte tenu de l'évolution réglementaire, les installations classées sur le site correspondent à :

- la centrale d'enrobage à chaud, soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2521-1 ;
- la centrale d'enrobage à froid, soumise à déclaration au titre de la rubrique 2521-2b. Celle-ci a toutefois été mise à l'arrêt par l'exploitant en 2007 et évacuée hors du site, sans que l'exploitant ne procède à la cessation d'activité conformément aux textes réglementaires ;
- le procédé de chauffage de fluide caloporteur organique combustible, soumis à déclaration au titre de la rubrique 2915-2.

Par courrier du 24 juillet 2024, l'exploitant a notifié la cessation définitive de ses activités sur ce site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 16/05/2025, article R.512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas réalisé la mise en sécurité du site conformément aux dispositions prévues par la procédure de cessation d'activité. L'inspection constate que :

- l'exploitant n'occupe plus le site,
- le portail est laissé grand ouvert et laisse le site accessible à n'importe qui,
- des matériaux et déchets sont entreposés sur le site.

Par ailleurs, les attestations et mémoire obligatoires dans le cadre d'une cessation d'activité n'ont toujours pas été transmis à l'inspection, alors que le courrier de notification indique que la cessation des activités est effective depuis juillet 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/05/2025, article R.512-75-1
Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité du site
Prescription contrôlée :

I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état.

Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.

II.- Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité.

Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

VII.- Lorsque la ou les installations concernées par la cessation d'activité continuent d'être le siège

d'une activité qui ne justifie plus leur classement au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9, les mesures prises sur le fondement du 1° du I et du IV peuvent être adaptées, pour répondre aux nécessités de l'activité qui continue, selon les modalités précisées par l'arrêté ministériel prévu au III des articles R. 512-39-1, R. 512-46-25 et R. 512-66-1.

Constats :

Par courrier du 24 juillet 2024, l'exploitant a notifié la cessation de ses activités à la date du 08/07/2024 à l'inspection des installations classées. Selon le calendrier de mise en sécurité du site annexé à ce courrier, il a mis en œuvre l'interdiction d'accès du site à la date du 08/07/2024 et a terminé l'« évacuation des déchets et produits dangereux (évacuation vers le centre de tri) » vers la fin juillet 2024.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'est plus présent sur les lieux, mais un des portails reste grand ouvert et le site est donc accessible à n'importe qui. Sur le site, il est constaté :

- que l'usine d'enrobage et ses équipements (cuves, citernes, convoyeurs, dispositifs de traitement, etc.) ne sont plus présents ;
- la présence de tas de matériaux regroupés selon leur nature (blocs de roches, sables, matériaux de terrassement composés de terres et de roches, déchets de démolition), représentant un volume total supérieur à plusieurs dizaines de mètres cubes ;
- la présence de stocks de parpaings (quelques mètres cubes), d'armatures en fer utilisées pour les activités de coffrage, de tubes métalliques et d'éléments de structures d'échafaudage ;
- la présence de divers déchets mélangés (pneus, palettes en bois, déchets plastiques, textiles, big bag, etc.).

Les dispositions de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement ne sont pas respectées, car contrairement aux éléments indiqués dans le courrier de notification, l'inspection constate que la mise en sécurité du site supposément effective au 08/07/2024 n'a pas été mise en œuvre et que des déchets sont notamment présents sur le site.

En toute rigueur, la mise en sécurité du site fixée par les dispositions de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement précise que l'exploitant doit procéder à une interdiction ou à une limitation d'accès du site, notamment pour la réalisation des travaux de remise en état nécessaires à la mise à l'arrêt définitif des installations.

De plus, l'inspection constate que l'exploitant accuse un retard important dans la réalisation de sa cessation d'activités et les étapes suivantes, qui auraient dû être achevées, et qui ne le sont toujours pas :

- à la suite de la notification de la cessation d'activité, le document "ATTES SECUR" aurait dû être transmis à l'inspection fin août ou début septembre 2024 conformément au planning de mise en sécurité du site annexé au courrier de notification ;
- à partir de la date de notification, le mémoire de réhabilitation et le document "ATTES MEMOIRE" aurait dû être transmis à l'inspection dans les 6 mois, soit au plus tard fin janvier 2025 ;

Enfin, le document "ATTES TRAVAUX" doit être transmis à l'inspection dès la fin des travaux de remise en état du site réalisés conformément au mémoire de réhabilitation et au document "ATTES MEMOIRE".

L'inspection a pu échanger avec l'exploitant par téléphone les 20 et 21 mai 2025. L'exploitant s'est engagé à envoyer rapidement les documents demandés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à la mise en sécurité du site conformément aux dispositions de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement dans un délai d'un mois. Dès que celle-ci est achevée, il doit transmettre à l'inspection le document ATTES SECUR qui acte la réalisation.

De plus, il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 8 jours un planning réactualisé de la mise à l'arrêt définitif de ses installations et de la transmission des attestations obligatoires.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois